

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > **Le NPA en congrès : appel à un « accord durable » avec « toutes les forces » (...)**

Le NPA en congrès : appel à un « accord durable » avec « toutes les forces » qui se réclament de l'anticapitalisme

dimanche 8 février 2009, par [AFP](#), [BONNEAU Benjamin](#), [EQUY Laure](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2009).

Nous publions ci-dessous deux articles parus sur les décisions du congrès du NPA concernant la politique unitaire. Nous compléterons bientôt cette page avec d'autres articles.

Sommaire

- [Européennes : le congrès \(...\)](#)
- [« Européennes : Le NPA reste](#)
- [Sitôt né, le NPA enchérit \(...\)](#)

Européennes : le congrès du NPA pour un « accord durable » indépendant du PS

LA PLAINE-SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis), 8 fév 2009 (AFP) - Le Nouveau parti anticapitaliste s'est prononcé dimanche pour un « accord durable » avec « toutes les forces » qui se réclament de l'anticapitalisme, ne se limitant pas aux Européennes, avec pour condition une indépendance totale vis-à-vis du PS.

Le texte a été voté à 76% des quelque 600 délégués présents, au troisième et dernier jour du congrès fondateur du NPA d'Olivier Besancenot qui se tient à la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Depuis plusieurs semaines, Parti communiste français (PCF) et Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon pressent le NPA de rejoindre le « front de gauche » qu'ils ont scellé en novembre sur la base du « non de gauche » au Traité constitutionnel européen (2005).

Le NPA appelle à « *une unité qui ne soit pas un cartel électoral sans lendemain* » et « *ne se limite pas aux élections européennes mais s'étende aux régionales* » (prévues en 2010), une élection où le PCF s'allie traditionnellement avec le PS. Or, la condition posée par le congrès à cette unité est d'être « *toujours dans l'indépendance vis-à-vis du PS, parti qui, dans son programme et sa pratique, s'inscrit dans la gestion du capitalisme et a renoncé à toute transformation sociale* ».

« *Nous sommes prêts à des compromis mais pas à des compromissions* », a lancé Sandra Demarcq, membre du Comité d'animation national (CAN) du NPA. Catherine Jouanneau qui représentait la motion minoritaire favorable au « front de gauche » qui a remporté 16% des voix, a déclaré : « *Faire un accord durable, ça suppose de commencer un jour. Ne subordonnons pas les alliances aux Européennes aux autres élections* ».

Selon le texte, « *le NPA entend agir comme force d'unité et est prêt à en explorer immédiatement et sans exclusive les voies, y compris pour les élections européennes* ». « *Une unité qui doit se retrouver sur le terrain, dans les luttes sociales, écologiques contre la casse sociale* ».

Un sondage commandé à l'Ifop par le PG crédite un hypothétique « front » PCF-PG-NPA-Lutte ouvrière de 14,5% des voix (derrière l'UMP à 25,5% et le PS à 22,5%).

jud/cgd/bg

« Européennes : Le NPA reste ferme »

(Journal du Dimanche)

Lors de son congrès fondateur, samedi, le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot a évoqué la question d'une alliance avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et le PCF de Marie-George Buffet en vue des élections européennes. Le facteur de Neuilly est resté sur sa position et ne veut pas entendre parler d'un « front de gauche » au nom de son indépendance vis-à-vis du PS.

Olivier Besancenot joue la carte de la fermeté, à défaut de celle de la solidarité. Deux jours après l'autodissolution de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) a officiellement vu le jour, et a confirmé son nom, alors que cinq autres étaient proposés aux 700 délégués présents lors de ce congrès fondateur. Voilà pour la forme. Dans le fond, en revanche, pas de changement à l'horizon. Alors que Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche (PG), ainsi que le Parti communiste de Marie-George Buffet, ne cessent de l'inviter à les rejoindre dans un « front de gauche » en vue des prochaines élections européennes, le facteur de Neuilly a rappelé qu'il « *n'était pas d'accord* » pour « *un bon coup électoral*. »

La porte n'est pas fermée, mais presque. Si Olivier Besancenot a affirmé être ouvert à la discussion, ses conditions pour rejoindre le « front de gauche » ne sont pas négociables. Et elles auront du mal à passer, notamment chez les communistes. Depuis qu'il a claqué la porte du PS, Jean-Luc Mélenchon rêve d'un rassemblement de la gauche de la gauche. C'est donc tout naturellement qu'il s'est rapproché des formations d'extrêmes gauche. « *Camarades, nous vous tendons la main sans conditions, sans préalable, ne la rejetez pas !* », avait-t-il lancé à destination des militants de feu la LCR, au début du mois de février, devant 600 délégués du PG à Limeil-Brévannes (Val-de-Marne). Le PCF, lui, n'a pas eu besoin de se faire supplier pour accepter ces accords électoraux pour les européennes.

Le PCF pose problème

Sur Europe 1, samedi, Marie-George Buffet a confié avoir adressé une lettre à tous les délégués du NPA pour les inviter à construire des listes communes car « *l'heure est à l'union, pas à rester chacun chez soi*. » C'est pourtant ce que devrait faire le NPA. Si Jean-Luc Mélenchon ne cesse de rappeler le résultat d'un sondage Ifop qui placerait son « front de gauche » à 14,5% des voix -avec le NPA-, Olivier Besancenot ne souhaite pas faire de son nouveau parti « *une boutique électoraliste* ». « *S'il s'agit de faire un bon coup électoral aux européennes pour que quelques mois après certains retournent dans le giron du Parti socialiste aux élections régionales, on aura finalement créé de*

l'espoir pour le décevoir après, et je crois qu'il n'y a pas pire qu'un espoir déçu, » a-t-il dit sur TF1. « Nous, on propose la constitution d'un front anti-capitaliste durable -avant pendant et après les élections. » C'est là le noeud du problème.

Jean-Luc Mélenchon a pourtant tenté de rassurer son jeune « camarade » en évoquant une alliance pérenne et une indépendance totale vis-à-vis du PS. Mais c'est du côté du PCF que risque de venir la contestation. Affaiblis depuis de nombreuses années, les communistes ne survivent électoralement que grâce aux accords passés avec le parti de la rue de Solferino, en particulier lors des élections régionales. S'éloigner du PS est donc un risque, ce que confirme Alain Krivine, figure du mouvement anticapitaliste : « *Les régionales, c'est le sujet qui fâche, il sera sans doute difficile de parvenir à un accord* », a-t-il ainsi affirmé, vite rejoint par Olivier Besancenot. A moins d'un improbable retournement de situation, le NPA devrait donc présenter ses propres candidats aux élections européennes.

Benjamin Bonneau

Sitôt né, le NPA enchérit à la gauche de la gauche

REPORTAGE

Congrès . Le parti pose ses conditions à une alliance aux européennes.

Dans le hall, le stand LCR brade sa panoplie de pin's et tee-shirts. L'heure est aux soldes à « - 60 % » et au « *changement de propriétaire !* » Les affiches réclamant « *aux riches de payer leur crise* » sont surmontées d'un dessin de mégaphone : le logo du NPA, officiellement né ce week-end à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) lors de son congrès fondateur. « *La page qu'on ouvre est un énorme bouquin. Avant, on n'était encore qu'une brochure* », s'emballe Alain Krivine, cofondateur de la Ligue, qui s'est dissoute jeudi. Un nouveau parti au socle plus large - 9 000 militants revendiqués contre 3 200 à la LCR -, plus jeune et métissé, ouvert aux quartiers populaires et aux « sans-parti », mais qui « *ne lâche rien* » sur ses alliances avec le reste de la gauche.

« **Exigeants** ». Alors que la question de la stratégie aux européennes s'est invitée au congrès, les délégués se sont prononcés à 76 % pour « *un accord durable de toutes les forces* » anticapitalistes allant au-delà de ce scrutin. Ainsi, le parti de Besancenot ne ferme pas la porte aux appels de Jean-Luc Mélenchon à participer à un front avec le Parti de gauche (PG) et le PCF au scrutin de juin, mais il pose des conditions très strictes, rendant peu probable un accord.

Outre l'exigence d'un « *projet anticapitaliste au contenu précis* » et d'une unité couplée dans les « *luttés* » et dans les urnes, le NPA veut prolonger le contrat jusqu'aux régionales, prévues en 2010. Et rejette « un cartel électoral sans lendemain ». En clair, il demande à ses partenaires « *l'indépendance* » à l'égard du PS, écartant une participation à des exécutifs locaux avec les socialistes. Une ligne destinée à éviter les « zigzags » électoraux, selon Daniel Bensaïd, autre cofondateur de la LCR : « *On se bat pour l'unité tout en restant exigeants.* »

Les partisans de ce « front durable » se défendent de vouloir faire bande à part. « *Il n'y a pas, d'un côté, les unitaires et de l'autre, les sectaires* », assure un délégué de Saint-Malo. « *Personne n'a le monopole de l'aspiration à l'unité*, ajoute l'altermondialiste Raoul-Marc Jennar. *Mais nous voulons*

cette unité à l'abri des ambiguïtés. »

« On nous annonçait un nouveau parti mais, visiblement, de vieux réflexes ont la vie dure », cingle le responsable communiste Pierre Laurent, invité au congrès, déplorant « une décision pleine de préalables et de faux-fuyant dont on peut craindre qu'elle déguise » un refus. Certains délégués, qui ont présenté un texte favorable au « front de gauche », sans préalable sur les régionales (16 % des voix), espéraient aussi une inflexion. Le risque « existe de voir le PCF retourner dans les bras du PS après avoir flirté avec nous, mais il ne doit pas nous paralyser », plaide l'un d'eux.

*« **Animateurs** ». Ces « minoritaires » regrettent leur faible représentation (13 sur 192 membres) au Conseil politique national (CPN) élu hier, « Le congrès se termine sur une fin de non-recevoir polie au front de gauche et l'élimination [...] de certains de ses animateurs », dénonce Christian Picquet, chef de file de la minorité de la LCR, qui ne fait pas partie du CPN. Une petite moitié (45 %) de cette instance, sorte de parlement du parti, est issue de la Ligue.*

LAURE EQUY

** Libération du 9 février 2009.*